
Déclaration au CSE (Conseil supérieur de l'éducation) de SUD éducation – Solidaires, 8 décembre 2011

Le ministère poursuit sa politique de destruction du service public d'éducation Nationale. Les seules choses qui augmentent ce sont les pressions hiérarchiques.

Le projet de loi de finance 2012 prévoit la suppression de 14 000 postes. Tout est bon pour atteindre l'objectif des 80 000 suppressions de postes en 5 ans au détriment des élèves, de leurs conditions d'enseignement et des conditions de travail des personnels.

Nous refusons que les élèves soient gérés comme des flux et que les personnels soient considérés comme des pions au service du slogan « faire mieux avec moins » qui n'est ni plus ni moins qu'une vision comptable des savoirs et de leur transmission ainsi que le prétexte au recours à l'embauche de personnels précaires sous-payés et sans statut, alors qu'ils assurent des missions de service public.

Le taux de scolarisation des enfants de 2 ans est en chute libre. Le taux de scolarisation des enfants de 3 ans est en train de fléchir alors que le nombre d'élèves à accueillir augmente. Enfin le taux de scolarisation des 15 - 19 ans surtout dans les filières professionnelles ne cesse de baisser. Le nombre de remplacements diminue et ceux-ci ne sont assurés que très partiellement. Les RASED sont en voie de disparition définitive et les injonctions et prescriptions faites aux personnes ainsi que la souffrance des personnels qui se retrouvent dépossédés de leur mission.

Ainsi la réforme de l'évaluation-notation des enseignants annoncée pour 2012 ne ferait qu'aggraver la situation et les conditions de travail des personnels. Cette réforme est idéologique et vise à renforcer dans l'école le système managérial de mise au pas des personnels en niant leur liberté pédagogique et

en maintenant une pression constante à travers une auto évaluation perverse avec la hiérarchie.

France Telecom a déjà tristement illustré ces méthodes. Elle attaque de nouveau les salaires en ralentissant l'avancement de leur carrière y compris pour les enseignants les mieux notés dans ce nouveau système. Elle donne encore une vision utilitariste et réductrice des processus d'apprentissages et du suivi des élèves en évaluant ceux-ci sur les critères des dispositifs de la politique ministérielle et des programmes rétrogrades mis en place depuis plusieurs années. L'humain disparaît, la dimension collective de l'acte éducatif est gommée tout comme la dimension sociale.

SUD Education reste opposé à cette évaluation notation déjà pratiquée chez les personnels administratifs avec les conséquences attendues : augmentation des pressions hiérarchiques, l'infantilisation des personnels et la gestion individualisée des carrières.

Même si nous ne cautionnons pas le système actuel de l'inspection et de la notation individuelle des enseignants, nous exigeons clairement avec la quasi-totalité des organisations syndicales le retrait de votre projet.

Par ailleurs, la relance du rapport Groperrin montre bien que votre gouvernement vise à terme la suppression des concours l'enseignement et la remise en cause du statut de fonctionnaire. Nous combattons par tous les moyens ce projet.

À ceux qui pensent que le salaire des enseignants va augmenter, nous conseillons d'aller voir au-delà de la communication du ministre. Avec 2 000 euros pour les débuts de

carrières -M. Châtel parle bien sûr du brut et non du salaire net qui lui restera, soit aux environs de 1670 euros- le salaire d'un prof débutant est l'un des pires salaires pour les pays de l'OCDE. Pas de quoi remotiver les jeunes pour les carrières de l'enseignement ! 80 % des personnels au-delà du 5e échelon, ne bénéficieront même pas de cette mini augmentation, d'autant que cette mesure va encore écraser la grille salariale et geler toute progression significative dans les échelons de milieu de grille.

On tente ainsi de masquer le gel des salaires dans la Fonction publique et le recul du pouvoir d'achat des enseignants. Bref la ficelle est un peu grosse et ne fait pas vraiment recette en salle des professeurs !

La seule bonne nouvelle pour les personnels ne vient pas de leur Ministère mais du Conseil d'État ! Le 28 novembre, sur les requêtes de plusieurs organisations dont SUD éducation et Sud étudiant, membres de Solidaires, celui-ci a décidé d'annuler plusieurs articles des arrêtés de 2010, sur les compétences à évaluer chez les stagiaires et sur la procédure d'évaluation et de titularisation des professeurs agrégés.

C'est un désaveu et la marque d'une réforme bâclée et nocive. L'instauration d'une impossible masterisation du recrutement a réussi à déstabiliser l'école : les recrutements de titulaires s'effondrent, le recours massif à la précarité explose via pôle emploi et les campagnes de pub ; à court terme, c'est bien la destruction du statut de la Fonction publique qui est programmée.

Alors, pour SUD, comme pour les étudiants et les stagiaires écrasés de travail et sans formation, les élèves « victimes collatérales », la décision du Conseil d'État est un encouragement à continuer la lutte contre la masterisation, pour le retour au tiers temps devant élèves et à terme pour une autre réforme de la formation que nous revendiquons.

Les textes qui sont présentés à ce CSE traduisent parfois un pilotage rétrograde du système éducatif. Ainsi en est-il des dispositifs en alternance dès le collège qui signe le

renoncement du ministre à éduquer toute une classe d'âge jusqu'à 16 ans.

D'autres textes sur la poursuite de la mise en place des bacs pro n'auront pas non plus notre soutien, de même que certains programmes d'enseignements infaisables en l'état et qui vise en fait à exclure davantage de jeunes en difficultés du lycée.

Ainsi la transformation de la filière STG et filière STMG s'apparente à une liquidation de l'approche technologiques et, sous couvert de poursuites d'études universitaires, revient à laisser sur le bord de la route la majorité des élèves qui choisissaient actuellement STG.

Cette logique universitaire, présente dès les programmes de gestion en première, si elle peut paraître de prime abord séduisante, est totalement déconnectée de la réalité des profils des élèves. Là où une approche au départ technologique permettait à beaucoup de réussir (alors qu'ils auraient échoué dans les filières générales) et même de poursuivre des études, notamment via un BTS, les nouveaux programmes, axés sur les concepts et la théorie, seront de fait inaccessibles à la grande majorité du public actuel de la série.

Le tout dans un contexte de globalisation (et de diminution) des horaires dédoublés (ceux qui permettaient en gestion une approche par des activités concrètes, de travaux de groupe... et partant la réussite des élèves), alors même que les exigences seront rehaussées dans l'ensemble des disciplines ! Il ne s'agit ni plus ni moins que de supprimer pour une partie des élèves – souvent issus des classes populaires- la possibilité d'obtenir un baccalauréat, puis un BTS : encore un bel exemple d'une nouvelle régression sociale à mettre à l'actif du gouvernement !

Nous ne voulons pas de cette école-là, synonyme d'inégalité, de concurrence, d'injustices et de précarité, qui verrait la privatisation de la gestion de ses personnels.

C'est pour cela que la fédération SUD éducation appelle les personnels à se mettre en grève jeudi 15 décembre contre votre projet d'évaluation et pour une école publique, gratuite, laïque et émancipatrice.